

ARRÊTÉ

Portant décision après examen au cas par cas
de la demande enregistrée sous le numéro F02421P0195
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

La Préfète de la région Centre-Val de Loire
Chevalier de la Légion d'honneur

VU la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

VU l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

VU l'arrêté préfectoral n°21-055 du 1^{er} mars 2021 portant délégation de signature de la préfète de la région Centre-Val de Loire à Monsieur Hervé BRULÉ, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire ;

VU la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F02421P0195 relative au projet de boisement de Pins laricio et de Chênes sessiles à Ecueillé (36), reçue le 28 octobre 2021 ;

VU la décision tacite, née le 3 décembre 2021, soumettant à évaluation environnementale le document susmentionné ;

VU la consultation de l'agence régionale de santé en date du 4 novembre 2021 ;

CONSIDÉRANT que le projet a pour objet la création d'un boisement sur une parcelle en partie en jachère et en partie cultivée, d'une superficie de 1,5 ha sur la commune d'Ecueillé (36) ;

CONSIDÉRANT que le projet relève de la rubrique 47°c) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que ce boisement sera composé de Chênes sessiles et de Pins laricio ;

CONSIDÉRANT que contrairement à ce qui est indiqué dans le dossier d'examen au cas par cas, les données cartographiques et photographiques historiques disponibles, ne confirment pas que la parcelle concernée était boisée ;

CONSIDÉRANT néanmoins que le projet est localisé dans un secteur largement boisé, en dehors de tout zonage d'inventaire ou de protection relatif à la biodiversité ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient au pétitionnaire de prendre toutes les mesures nécessaires durant les travaux puis l'exploitation forestière afin de prévenir un éventuel risque de pollution ; que les éventuels travaux mécaniques devront prendre en compte la mare existante sur le site ;

CONSIDÉRANT qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire, le projet de boisement de Pins laricio et de Chênes sessiles à Ecueillé (36) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : La décision tacite, née le 3 décembre 2021, soumettant à évaluation environnementale le projet de boisement de Pins laricio et de Chênes sessiles à Ecueillé (36) est annulée.

ARTICLE 2 : Le projet de boisement de Pins laricio et de Chênes sessiles à Ecueillé (36) n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

ARTICLE 4 : Les voies et délais de recours sont précisés en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Fait à Orléans, le

Pour le Préfet de la région
Centre-Val de Loire et par délégation,

Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un **recours gracieux**, adressé à : **M. le Préfet de la région Centre-Val de Loire**
Secrétariat général pour les affaires régionales
181, rue de Bourgogne 45042 ORLEANS CEDEX ;
- un **recours hiérarchique**, adressé à : **au(x) ministre(s) concerné(s)** ;
- un **recours contentieux**, en saisissant le **tribunal administratif**
28, rue de la Bretonnerie
45057 ORLEANS CEDEX 1.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet : www.telerecours.fr

Dans les deux premiers cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.
Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.